

Mise à jour: 05/06/2011 09:34

Manawan

Bye bye forêt vierge

(Journal de Montréal)

Dany Doucet



MANAWAN | Des coupes forestières prévues ce mois-ci dans l'un des derniers et plus beaux territoires vierges de la région de la réserve autochtone Manawan divisent cette paisible communauté de 2 300 âmes située à une heure de route au nord Saint-Michel-des-Saints.

Des pourvoyeurs locaux se sont joints au vent d'indignation qui souffle dans la région.

Déjà, une nouvelle route forestière s'avance dans ces terres d'épinettes qui ressemblent, du haut des airs, à un tapis vert soyeux.

La petite rivière Cabasta, qui se jette dans les lacs de tête qui alimentent la rivière du Lièvre (laquelle se verse à son tour dans la rivière des Outaouais) servait jusqu'ici de rempart contre l'arrivée des forestiers.



Le projet d'exploitation d'une des dernières forêts intactes suscite les passions. ©Journal de Montréal

Mais le mur est tombé. La rivière est maintenant traversée par un pont de métal capable de supporter des camions lourds, chargés de bois.

Baptisés «Têtes de boule» par les missionnaires jésuites, les Attikameks fréquentent cette rivière poissonneuse depuis des millénaires, comme le prouvent de nombreux artefacts retrouvés dans les environs.

Les bûcheuses automatiques ne s'y sont pas encore aventurées parce que la compagnie qui possédait les droits de coupe de ce côté de la rivière a fait faillite, il y a deux ans.

La Scierie Claude Forget, située à Saint-Faustin-du-Lac-Carré, près de Mont-Tremblant, vient toutefois d'être relancée grâce au Groupe Crête et à un investissement du Fonds de solidarité FTQ.

Les derniers jours des épinettes de ce territoire vierge sont donc comptés. Le plan des coupes a été présenté.

Les coupes pourraient commencer dès ce mois-ci et cela ronge bien des consciences à Manawan.

Les Attikameks sont parmi les peuples autochtones les moins revendicateurs du Québec.

En plus de leur langue ancestrale, ils parlent français, contrairement aux Cris et aux Inuits.

Bref, les «Québécois du Sud» n'entendent à peu près jamais parler de ce peuple paisible, contrairement aux Mohawks, par exemple, qui défraient souvent la manchette.

À Manawan, il y a ceux qui croient que les compagnies forestières ont au moins le mérite de donner un peu de travail à quelques-uns des membres de la communauté, trop pauvre, située aux limites nordiques des régions de Lanaudière, des Laurentides et de la Mauricie.

En revanche, il y a ceux qui estiment que le développement va beaucoup trop vite, que les territoires vierges et ancestraux sont cédés pour des bouchées de pain et quelques cadeaux à une poignée d'individus.

De plus, ils estiment qu'ils ont le devoir de protéger ce qui reste des forêts vierges pour les générations futures.

«Quand il n'y en aura plus», disent-ils, «eh bien... il n'y en aura plus ! C'est aussi simple que cela.»

Robert Échaquan, 53 ans, père de sept enfants, est l'un de ces derniers.

«Je ne veux plus qu'ils coupent ce territoire, dit-il. C'est plein d'originaux dans ce secteur et la rivière est une des meilleures frayères à dorés jaunes.»

D'autres pensent comme lui, mais ont peur de s'afficher publiquement par crainte de représailles, comme certains l'ont carrément exprimé au *Journal de Montréal*.

Des représailles ? Il semble que des Blancs de la région -ceux ayant particulièrement souffert de la crise de l'industrie forestière des dernières années -, ne se gênent pas pour dire ce qu'ils pensent aux contestataires lorsqu'ils les croisent à Saint-Michel-des-Saints ou à Joliette, principalement.

Il y aurait aussi des représailles verbales au sein de la communauté, et même au sein d'une même famille.

Rodrigue Jacob, chef territorial au sein de sa famille, n'hésite pas à s'afficher contre l'exploitation d'un des derniers territoires vierges fréquentés par ses ancêtres.

«Il y en a beaucoup qui pensent comme moi, mais qui préfèrent garder le silence», dit-il.

«La soumission, c'est malheureusement une partie de l'héritage que nous ont laissé les missionnaires chez qui nos parents ont été mis en pension», reprend Réginald Échaquan, 41 ans, un enseignant à l'école du village.

D'ailleurs, plusieurs résidents de Mana Manawan ont reçu ou vont recevoir des dizaines de milliers de dollars en compensation pour les sévices qu'ils ont subis dans ces pensionnats catholiques, à partir des années 1930.

«Nous ne sommes pas du genre à essayer de fermer des routes forestières ou à faire des choses illégales», ajoute l'enseignant. Nous aimerions que tout se fasse pacifiquement...»

«En fait, reprend Rodrigue Jacob, on voudrait que quelqu'un nous écoute. Nous sommes loin de la ville et on nous oublie. Il y a comme une grande barrière invisible autour de notre village.»

Les contestataires ont décidé d'appeler eux-mêmes *Le Journal de Montréal*, il y a quelques jours, dans l'espoir de faire entendre leur histoire à l'extérieur de la réserve.

D'autres Attikameks, comme Henman Niquay, 28 ans, responsable des aires protégées pour le conseil de bande de Manawan, estiment plutôt qu'il faut concilier développement économique et conservation.

«Oui il faut conserver notre territoire, dit-il, mais nous devons aussi nous assurer du développement économique de notre communauté. Il faut conserver des territoires, comme nous l'avons fait avec notre demande d'agrandissement d'une aire protégée, mais aussi exploiter nos ressources pour donner du travail à nos gens. On ne peut pas tout protéger, c'est impossible.»

L'aire protégée demandée est située à proximité des territoires de la rivière

Cabasta, mais elle ne l'inclut pas.

De plus, une bonne partie de la forêt de l'aire protégée a déjà été exploitée. En d'autres mots, elle n'est pas vierge.

Robert Échaquan se demande qui décide quoi, pour déterminer si une entreprise forestière a le droit d'exploiter ou non un secteur de la forêt.

Ce dernier avoue qu'il avait lui-même appuyé le projet de coupe il y a trois ans, après que Scierie Forget lui eût promis de construire un campement destiné à initier les plus jeunes autochtones du village, comme en fait foi un document.

Ce «cadeau» ne s'est finalement jamais concrétisé.

Robert Échaquan soutient aujourd'hui qu'on l'avait berné et même pressuré pour qu'il signe une lettre d'entente écrite à la main.

«Les compagnies viennent ici et courtisent du monde, font des promesses jusqu'à ce qu'ils trouvent des gens en faveur de leurs projets», dit-il. «Ensuite, elles disent qu'elles ont l'accord de la communauté. Elles ne cherchent pas à trouver ceux qui sont contre.»

Alain L'Heureux, propriétaire de la pourvoirie des Cent Lacs, sur laquelle se trouvent les coupes de bois prévues près de la rivière Cabasta, se demande lui aussi qui décide quoi. Il soutient et déplore n'avoir jamais été consulté.

«Si on m'avait demandé mon avis, dit-il, je leur aurais dit que je suis contre. C'est un des derniers territoires vierges de la région, le seul sur notre territoire. Il y a des ravages d'orignaux dans ce secteur, l'un des seuls où ils ne sont pas encore dérangés. Il en faut des forêts non exploitées pour permettre à l'orignal de se reproduire en paix.»

Michel Desjardins, propriétaire d'une pourvoirie au lac Némiscachingue, un des lacs de tête de la rivière du Lièvre, maintenant situé dans une aire protégée, s'inquiète pour sa part pour la frayère à dorés jaunes de la rivière Cabasta.

Ces poissons finissent par nager dans son lac, l'un des meilleurs pour la pêche au doré jaune au sud du 47e parallèle (le Plan Nord du gouvernement commence au 49e parallèle). «Les compagnies forestières ont beaucoup d'autres endroits à exploiter avant de venir piger dans ce secteur vierge, dit-il. Je les comprends, c'est tout neuf, c'est de l'argent facile. Mais personne ne semble penser aux conséquences à long terme.»

Paul-Émile Ottawa, le grand chef de Manawan, ne nous a pas rappelés. Il a par ailleurs été impossible de joindre un représentant du Groupe Crête, malgré des messages échangés. Au ministère des Ressources naturelles et de la Faune, aucun responsable n'a pu répondre cette semaine à toutes les questions du Journal de Montréal.